

# APRÈS LA VICTOIRE DE JAVIER MILEI, L'ARGENTINE AU RISQUE DE L'INCERTITUDE

PAR  
**Christophe VENTURA**  
Directeur de recherche à l'IRIS

NOTE D'ANALYSE - AVRIL 2024

Note d'analyse réalisée par l'IRIS pour le compte de l'Agence française de développement.

Les analyses et conclusions de cette note sont formulées sous la responsabilité de leurs auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Agence française de développement.

Élu le 19 novembre 2023 au second tour de l'élection présidentielle argentine avec 55,65% des voix (14,5 millions d'électeurs) à la tête de sa formation La Libertad avanza (« La liberté avance »)<sup>1</sup>, Javier Milei est devenu, depuis le 10 décembre 2023, et pour un mandat de quatre ans, le douzième président de l'Argentine (le huitième élu) depuis la restauration de la démocratie dans le pays en 1983.

Face à lui, représentant le camp péroniste sortant du gouvernement Alberto Fernandez/Cristina Kirchner (centre gauche), l'ancien ministre de l'Économie Sergio Massa (Union por la Patria - « Union pour la patrie ») a obtenu 44,35% des voix (environ 11,6 millions d'électeurs) dans le contexte d'une participation de plus de 76%.

Tonitruant et exubérant, volontiers provocateur et transgressif - parfois même messianique -, impulsif et clivant, celui qui aime à se définir comme un « libertarien » (prônant un libéralisme radical, notamment en matière économique) et un « anarcho-capitaliste » (militant pour la disparition tendancielle de l'État<sup>2</sup>) mobilise autour de sa personnalité nombre d'analyses et d'observations médiatiques depuis l'entame de sa marche vers le pouvoir.

Mais désormais investi à la tête de l'État de la troisième puissance sud-américaine (membre fondatrice du G 20), quel est le projet politique, économique et géopolitique porté par Javier Milei pour l'Argentine ? Quel modèle de pouvoir incarne celui qui, après l'élection de Donald Trump aux États-Unis en 2016, de Jair Bolsonaro au Brésil en 2018 ou de Nayib Bukele au Salvador en 2019 et 2024, confirme la percée mondiale de courants politiques « anti-politique » et « anti-système » (« *anti-caste* » dans le cas argentin) fondés sur l'exploitation du ressentiment des populations (notamment parmi les classes populaires et moyennes) contre les personnels politiques, la démocratie représentative et l'État ? Des acteurs qui puisent généralement leurs cadres de références au sein des répertoires politiques, économiques, idéologiques et des valeurs des droites radicales - dans une perspective « libéral-autoritaire » dans le cas argentin - sur fond de détérioration socio-économique généralisée.

Quelles peuvent être les conséquences de cette nouvelle expérience politique en Argentine pour l'ensemble de l'Amérique latine et sur la scène internationale ?

Cette note s'intéressera à l'ensemble de ces questions. **Dans une première partie, elle proposera un bilan de la situation politique post-électorale argentine et décrira les nouveaux équilibres existants (nouveau gouvernement, rapports de forces internes, etc.). Dans une seconde, elle dressera, dans ce contexte, un état des lieux des premiers mois d'exercice du pouvoir de Javier Milei. Enfin, dans une troisième partie, elle s'intéressera à l'impact de l'élection du nouveau président au niveau régional et international. Dans ce cadre, elle analysera dans quelle mesure**

<sup>1</sup> Fondée en 2021 à Buenos Aires.

<sup>2</sup> Pour Javier Milei, l'État est « une organisation criminelle », un « système de corruption » (discours du 1<sup>er</sup> mars 2024 devant le Congrès). Et de préciser sa pensée lors d'une interview accordée durant son voyage en Italie et au Vatican le 12 février 2024 : « De fait, l'État est une association criminelle dans laquelle un ensemble de politiciens se mettent d'accord et utilisent le monopole [du contrôle] de la richesse pour voler les ressources du secteur privé ». Source : <https://www.lapoliticaonline.com/politica/milei-papa-meloni-tv/>

Quant à elle, l'idée de justice sociale serait « un concept aberrant ». « C'est voler quelqu'un pour donner à un autre ». Source : <https://www.ambito.com/politica/javier-milei-el-concepto-justicia-social-es-aberrante-es-robarle-alguien-darle-otro-n5803423>

la nouvelle politique étrangère argentine annonce un réalignement du pays dans l'axe d'une diplomatie « occidentaliste ».

## I – LE NOUVEAU VISAGE POLITIQUE MORCELÉ DE L'ARGENTINE

La nette victoire électorale de Javier Milei au second tour de l'élection présidentielle du 19 novembre 2023 révèle un paysage politique national complexe et morcelé.

Durant ce processus électoral, il s'agissait pour les Argentins de choisir leur président et leur vice-présidence, mais également de renouveler (lors du premier tour du 22 octobre 2023) 130 sièges (sur 257) de la Chambre des députés au niveau national et 24 du Sénat (sur 72) dans huit provinces. Il s'agissait également d'élire 43 députés au Parlement du Marché commun du Sud (Mercosur), ainsi que de nombreux maires, conseillers municipaux, gouverneurs, députés et sénateurs régionaux dans plusieurs provinces (Catamarca, Chubut, Entre Rios, Province de Buenos Aires<sup>3</sup>).

Le coup d'envoi de ce processus électoral a été donné le 13 août 2023 lors de l'organisation des « Primaires ouvertes, simultanées et obligatoires » - dites « Paso » -. Dans le système politique argentin, ces dernières permettent aux citoyens de présélectionner dans un même vote les partis qui peuvent se présenter à l'élection générale et leurs candidats. C'est lors de ce scrutin que s'est imposé le phénomène « Milei ». Élu député en 2021 dans la province de Buenos Aires à la tête d'une nouvelle formation taillée sur mesure (La libertad avanza) - sans ancrage territorial national -, cet ancien économiste (essentiellement présent sur les plateaux médiatiques<sup>4</sup> et les réseaux sociaux) est arrivé en tête du scrutin (dans 16 des 24 provinces) avec plus de 30% des voix, soit 7,1 millions de votes.

Pour sa part, la coalition de droite Juntos por el Cambio (« Ensemble pour le changement ») - associée à la figure de l'ancien président Mauricio Macri (2015-2019)<sup>5</sup> - s'est placée en deuxième position avec 28,27% (6,6 millions de votes), mais divisée entre deux candidats : Horacio Rodriguez Larreta (centre droit, ancien maire de Buenos Aires jusqu'en 2023<sup>6</sup> - 11,3 %) et Patricia Bullrich (droite, ancienne ministre de la Sécurité de Mauricio Macri - 17%<sup>7</sup>).

Enfin, le mouvement péroniste présentait deux candidats issus de la coalition Union por la Patria (« Union pour la patrie ») : le *leader* social Juan Grabois (gauche du péronisme) et Sergio Massa

<sup>3</sup> L'Argentine est composée de 23 provinces et du District fédéral de la ville autonome de Buenos Aires (Province de Buenos Aires).

<sup>4</sup> Notamment dans le programme « Animales sueltos » (« Animaux en liberté ») de la chaîne *America TV*.

<sup>5</sup> Cette coalition regroupe notamment Proposition républicaine - PRO (formation fondée par Mauricio Macri, droite traditionnelle), l'Union civique radicale (UCR, centre droit, qui gouverne dans cinq provinces du pays) et la « Coalicion Civica » (centre droit qui participe aux exécutifs de la ville de Buenos Aires et de trois provinces).

<sup>6</sup> Le nouveau chef du gouvernement de la ville de Buenos Aires est Jorge Macri, cousin de Mauricio Macri et co-fondateur du PRO.

<sup>7</sup> Ancienne ministre du Travail de Fernando de la Rúa (2001), présidente du parti de Mauricio Macri entre 2020 et 2024 (PRO), actuelle ministre de la Sécurité du gouvernement de Javier Milei.

(centriste). Ensemble, ils ont capitalisé 27,3% des voix (6,4 millions de votes) dont 21% orientées vers Sergio Massa (un peu plus de 5 millions).

Ce scrutin a permis de fixer le rapport des forces initial et de jauger le potentiel électoral du nouvel « entrant » Javier Milei.

**Le premier tour de l'élection présidentielle (22 octobre 2023) a permis, quant à lui, d'affiner l'analyse du rapport des forces et de mieux appréhender la base électorale et l'espace politique réels occupés par Javier Milei au sein la société argentine.**

Avec près de 30% des voix obtenues, ce dernier a réédité sa performance des Paso, mais n'a pas significativement augmenté sa surface électorale (près de 7,9 millions de votes, soit 800 000 de plus).

Quant à elle, la droite traditionnelle emmenée par Patricia Bullrich a obtenu près de 24% des voix (soit 6,2 millions de votes) pour se placer en troisième position de l'élection et a stabilisé son électorat, que Javier Milei n'a pas capté. **Lors de ce premier tour, c'est en réalité le péronisme qui a remporté la victoire.** En effet, Sergio Massa a mobilisé sur son nom plus de 9,6 millions d'électeurs (36,6% du total), soit trois millions de plus que lors des Paso. Ce résultat, assimilé à une « *remontada* » péroniste, s'explique par deux raisons : l'efficacité relative d'une campagne axée sur la dénonciation de l'aventurisme politique que constituerait pour l'Argentine l'élection de Javier Milei et, surtout, une très forte mobilisation de l'électorat populaire péroniste de la province de Buenos Aires (bastion électoral historique du péronisme et de Cristina Kirchner où vit près du quart de la population nationale).

**Ce premier tour du 23 octobre a donc indiqué l'existence d'une tripartition nouvelle de la vie politique argentine (péronisme, centre droit/droite traditionnelle, « mileisme »).** Cette dernière révèle toute sa dimension à l'analyse de la répartition des forces au sein du pouvoir législatif (Congrès) et des provinces.

**À la Chambre des députés,** le péronisme (Union por la patria) constitue la première minorité avec 108 députés. Juntos por el Cambio occupe la deuxième position (93 députés) tandis que La libertad avanza dispose de 37 sièges. Dix-neuf autres sièges sont occupés par des élus n'appartenant à aucun de ces blocs.

**Au Sénat,** la situation est identique. Le péronisme dispose de 34 sièges, Juntos por el Cambio de 24 et La Libertad avanza de 8. Six autres sénateurs n'appartiennent à aucun groupe.

**Au sein des provinces,** neuf (ainsi que la ville de Buenos Aires) sont désormais gouvernées par la coalition Juntos por el Cambio, neuf par le péronisme et cinq par des forces locales (dites « provincialistes) dont les alliances varient selon les circonstances politiques. Aucune n'est dirigée par le mouvement du nouveau président.

Ce dernier a été élu au second tour du 19 novembre 2023 grâce à l'appui structuré de la droite argentine de l'ancien président Mauricio Macri et du « radicalisme » argentin (UCR, centre droit,

**opposition historique du péronisme)** qui, ensemble, ont décidé d'allier leurs forces significatives pour empêcher toute conservation du pouvoir par les péronistes. « Tout sauf le péronisme » a en quelque sorte constitué le mot d'ordre de ce second tour.

Cette stratégie s'est montrée gagnante et le péronisme a, en premier lieu, perdu l'élection sur son terrain de prédilection historique : la question sociale et la prise en compte des intérêts des catégories populaires. En effet, à l'issue de son mandat, le gouvernement Fernandez/Kirchner a cristallisé contre lui une forte impopularité liée à plusieurs causes dont il a été jugé responsable. Tout d'abord, l'approfondissement de la crise économique et sociale (plus de 40% de pauvreté dans la population en 2023, creusement des inégalités sociales, insécurité alimentaire, etc.), ainsi que l'explosion de l'inflation (211 % fin 2023<sup>8</sup>). Ensuite, la récession économique (-1,9% en 2023<sup>9</sup>, -2,8% prévus en 2024 par le FMI) et l'augmentation du déficit budgétaire en contexte d'assèchement des réserves financières disponibles pour le remboursement de la dette du pays (notamment des 44 milliards de dollars empruntés en 2018 par Mauricio Macri auprès du Fonds monétaire international - FMI<sup>10</sup>).

**Ainsi, Javier Milei doit en premier lieu sa victoire au rejet du péronisme dans une large partie de la population et au ralliement méthodique de la droite traditionnelle, ainsi que du « radicalisme » argentin, à sa candidature face à celle de Sergio Massa plus qu'à une adhésion majoritaire à son projet personnel.** Dans ce contexte, le candidat libertarien a mobilisé, selon nombre d'enquêtes électorales, un vote majoritaire chez les moins de 35 ans (soit 40% du corps électoral<sup>11</sup>) dans un pays où la participation électorale est autorisée à partir de 16 ans et où beaucoup de « jeunes » travaillent dans le secteur informel, l'auto-entrepreneuriat et les plateformes numériques. Ces univers socio-professionnels sont plus perméables au discours libéral, individualiste et anti-étatique proposé par Javier Milei dans la mesure où cette population bénéficie peu, ou pas, de la protection sociale de l'État<sup>12</sup>. Ce vote de la jeunesse intervient de surcroît dans un pays où le « kirchnérisme » a gouverné seize des dernières vingt années (2003-2015 / 2019-2023), s'exposant à un phénomène d'usure du pouvoir supplémentaire auprès de cette population. Pour sa part, Patricia Bullrich a, *in fine*, assuré à Javier Milei un électorat majoritaire chez les plus de 60 ans.

**Ainsi, la victoire électorale de Javier Milei ouvre une situation politique tout aussi inédite que paradoxale en Argentine.** Si la victoire de l'économiste-président est nette, elle ne signifie pas que ce dernier soit majoritaire dans le pays et qu'il puisse s'appuyer sur une base sociale et politique assurée pour mener à bien son projet. Représentant un tiers de l'électorat argentin,

<sup>8</sup> Chiffres issus des données proposées par l'Indec (Instituto Nacional de Estadística y Censos)

<sup>9</sup> Idem

<sup>10</sup> Ce prêt entre le FMI et l'Argentine prévoyait des financements possibles jusqu'à 57 milliards de dollars (44 milliards ont été décaissés à ce jour).

<sup>11</sup> Dans « El voto de los jóvenes, una clave de las PASO que se proyecta sobre las elecciones presidenciales », *La Nación*, 21 octobre 2023.

<sup>12</sup> Sur le clivage mobilisé durant la campagne (notamment après la pandémie de Covid-19) par Javier Milei cherchant à opposer la population argentine supposément protégée par l'État (et la « caste ») - fonctionnaires, travailleurs du secteur public, etc. - et celle du secteur privé (entreprises, monde informel, auto-entrepreneuriat, etc.), lire Gabriel Vommaro, « La ultraderecha en Argentina : entre el oportunismo y la inovacion de Milei », note de la *Friedrich Ebert Stiftung*, novembre 2023. <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/chile/20671.pdf>

Javier Milei doit sa victoire au soutien de la droite et du centre droit argentin, notamment incarnés par l'ancien président Mauricio Macri (désormais nouveau président du PRO) et Patricia Bullrich (désormais ministre de la Sécurité de Javier Milei et partisane d'une fusion du PRO et de La libertad avanza). Le nouveau président argentin ne bénéficie d'aucune majorité au Congrès (aucune majorité n'y existe) et son jeune mouvement ne dirige aucune province du pays, ces dernières, notamment de l'intérieur, ayant pourtant largement voté en sa faveur contre le péronisme.

## 2 - LE « MILEISME » À L'ÉPREUVE DU POUVOIR

Depuis son investiture le 10 décembre 2023, le nouveau président a formé son gouvernement et entrepris le lancement de plusieurs réformes structurelles économiques et sociales dont le parcours législatif a subi divers revers et abouti à leur suspension ou retrait.

### Un gouvernement resserré influencé par la droite traditionnelle

Javier Milei a désormais réduit le gouvernement argentin à huit ministères. Ce choix doit symboliser l'engagement du nouveau président en faveur d'un État minimal, concentré sur ses seules fonctions régaliennes. Le gouvernement de son prédécesseur, Alberto Fernandez, en comptait dix-huit. Ces ministères sont ceux du Capital humain, de la Santé, de l'Économie, de la Justice, de la Sécurité, de la Défense, des Affaires étrangères et de l'Intérieur.

**Dans ce nouveau gouvernement, le poids du « macrisme » est centralement assuré.** Le nouveau ministre de l'Économie, Luis Caputo, fut l'ancien secrétaire d'État, puis ministre des Finances du gouvernement de Mauricio Macri (2015-2019). Il fut également le président de la Banque centrale en 2018 et a joué un rôle clé et d'impulsion dans la négociation du prêt colossal sollicité par Mauricio Macri auprès du FMI<sup>13</sup>. Un de ses proches, Santiago Bausili, a été nommé nouveau président de la Banque centrale (dont Javier Milei a cessé de promettre la disparition). Ce dernier fut sous-secrétaire, puis secrétaire des Finances de Mauricio Macri entre 2016 et 2019. Les deux hommes ont partagé une longue expérience commune dans le secteur de la finance internationale et de la restructuration des dettes souveraines pour la zone Amérique du Sud (notamment au sein des banques Deutsche Bank et J.P. Morgan) et étaient associés au sein du cabinet de conseil financier Anker Latinoamerica.

Quant à Patricia Bullrich, elle retrouve le poste de ministre de la Sécurité (équivalent du ministère de l'Intérieur en France) qu'elle occupait dans le gouvernement de Mauricio Macri. Son colistier durant la campagne électorale (candidat pour la vice-présidence), Luis Petri, est nommé lui au ministère de la Défense. Enfin, Mario Russo, ancien fonctionnaire de la province de Buenos Aires (en charge de la coordination des politiques de santé durant le mandat de la « macriste » Maria

<sup>13</sup> Le poids du service de la dette produit un mécanisme négatif pour la société argentine, car il siphonne les faibles réserves en dollars dont dispose le pays, l'obligeant à miser sur la compétitivité de ses exportations pour s'en procurer, ce qui incite à la dévaluation du peso qui, à son tour, alimente l'inflation et aggrave l'appauvrissement de la population.

Eugenia Vidal entre 2015 et 2019) ; ancien directeur des relations avec le gouvernement au sein de la compagnie nationale des eaux AySA entre 2020 et 2022 durant le mandat de Alberto Fernandez, est nommé au ministère de la Santé.

**La plupart des autres ministères sont attribués à des proches de Javier Milei. Leurs titulaires proviennent pour l'essentiel du secteur privé et n'avaient, avant leur nomination, aucune expérience politique.** C'est le cas de l'ingénieur Nicolas Posse (chef de cabinet de la présidence, en charge de la coordination des cabinets ministériels, du lien entre le pouvoir exécutif et législatif, en charge du suivi des entreprises publiques), de l'économiste Diana Mondino (ministre des Relations extérieures), de l'avocat et universitaire Mariano Cúneo Libarona (ministre de la Justice), de Sandra Pettovello, journaliste et productrice de télévision, en charge du ministère du Capital humain (auquel sont rattachés les domaines de l'éducation, du travail et du développement social).

**Dans son dispositif, le nouveau président s'appuie tout particulièrement sur son ministre de l'Intérieur** (en charge des relations avec les pouvoirs régionaux et locaux, ainsi qu'avec le Congrès), **l'influent et expérimenté Guillermo Francos**. Cet avocat de 73 ans navigue depuis les années 1970 dans la vie politique argentine (au sein du péronisme) et le monde des affaires<sup>14</sup>. Il était le représentant de l'Argentine, nommé par Alberto Fernandez (péroniste), auprès de la Banque interaméricaine de développement (BID) entre 2019 et 2023. Démissionnaire de son poste pour rejoindre la campagne de Javier Milei, il est pour ce dernier l'homme des négociations entre le pouvoir exécutif, le Congrès et les gouverneurs des provinces.

**Ainsi, la composition du gouvernement « libertarien » de Javier Milei s'articule en réalité essentiellement autour de figures de la droite traditionnelle « macriste », de personnalités issues du monde de la finance et du secteur privé et d'autres disposant de liens avec les secteurs péronistes. Deux autres personnalités clés complètent ce dispositif.**

**Victoria Villarruel** est devenue vice-présidente de l'Argentine et représente l'aile d'extrême-droite du « mileisme ». Issue d'une famille de militaires liés à la période de la dictature (1976-1983), la fondatrice du Celytv, le Centre d'études légales sur le terrorisme et ses victimes, s'engage en faveur de la réhabilitation du rôle des militaires durant la junte, relativise les crimes contre l'humanité et conteste les chiffres de la répression commis durant cette période. Le 24 mars 2024 (date anniversaire du coup d'État de 1976), elle a lancé dans cette perspective #nofueron30000 (« Ils n'ont pas été 30 000 »), un hashtag sur « X » contestant le nombre de disparus communément revendiqué par les organismes de défense des droits humains à l'évocation de la dictature.

<sup>14</sup> Plusieurs ministres de Javier Milei ont travaillé pour Corporación América, un conglomérat financier et médiatique détenu par Eduardo Eurnekian, homme d'affaires auprès de qui le nouveau président a délivré ses conseils économiques. La chaîne America TV sur laquelle la carrière de Javier Milei a été lancée est propriété du groupe. Parmi ces ministres, on trouve notamment Nicolas Posse, Mariano Cúneo Libarona ou Guillermo Francos.

Quant à **Karina Milei**, elle est devenue secrétaire générale de la présidence. La sœur de Javier Milei, après avoir joué un rôle central (notamment en matière de stratégie et de communication) durant la campagne de ce dernier, poursuit ce rôle à un poste dont les attributions sont multiples : accompagnement du président dans la définition des politiques publiques, l'élaboration de ses discours et messages à la nation, lien avec la société civile, etc.

### **De l'État social à l'État minimal : paralysie législative et contestations**

Trois initiatives majeures indiquent la direction choisie par Javier Milei en matière de réformes structurelles économiques et sociales. Toutes poursuivent le même objectif pour tenter de rétablir une situation économique insoutenable pour le pays : lui imposer un choc libéral d'ampleur censé le remettre sur les rails de la prospérité et d'y attirer de nouveau l'intérêt des investisseurs internationaux. Dans cette perspective, le nouveau président argentin a évalué entre « 12 et 24 mois » la durée de l'austérité et de l'inflation liée à ses politiques à venir. Il s'agit fondamentalement de réduire au maximum le rôle de l'État<sup>15</sup> dans l'économie et la société et de déréguler concomitamment l'ensemble des activités de la vie économique au prix d'une lourde période d'austérité sociale pour la population.

**Annonçant dès le 12 décembre 2023** une dévaluation de plus de 50% du peso<sup>16</sup>, des coupes budgétaires massives dans les dépenses publiques et les retraites équivalentes à quelque 20 milliards de dollars (5% du PIB « *en seulement un mois* »<sup>17</sup>), notamment à travers la réduction des subventions aux transports publics, à l'électricité, au gaz (augmentation prévue de 300% étalée sur l'année 2024) et à l'eau, le gouvernement a choisi d'avancer à marche forcée.

**Le 20 décembre 2023**, il annonçait la signature d'un vaste « décret de nécessité et d'urgence » (DNU 70/23). Ce texte doit organiser une vaste dérégulation de l'économie argentine en abrogeant plus de 350 articles de lois du pays. Sur le plan législatif, il peut être rejeté si les deux chambres du Congrès (Chambre des députés et Sénat) votent conjointement contre dans un débat postérieur à sa signature présidentielle. Si dans cette séquence parlementaire, une des deux chambres vote en revanche en sa faveur, le décret est alors réputé définitivement adopté. Le Congrès vote donc sur un texte sur lequel il n'a pas travaillé directement en amont. C'est dans ce contexte que ce « méga-décret » a commencé à entrer partiellement en vigueur le 29 décembre 2023, en attendant son approbation, ou son rejet final ultérieur, par le Congrès.

Sur le fond, ce projet met fin, pêle-mêle, à l'encadrement des loyers (désormais payables en dollars, sans limites d'augmentation des prix), des mutuelles (dont les tarifs mensuels ont augmenté de 40% dès janvier 2024), des prix des produits de première nécessité, des services Internet. Il facilite les privatisations, flexibilise le droit du travail (la période d'essai pour tout

<sup>15</sup> Après avoir déjà réduit le nombre de ministères, annoncé la suppression de 50 000 emplois publics, la suspension ou la fermeture d'institutions et d'agences publiques, de médias nationaux comme l'agence de presse Telam, etc.

<sup>16</sup> Cette décision a déjà abouti, conjuguée aux effets de l'inflation qu'elle alimente - 288 % sur un an, son niveau le plus haut depuis 20 ans -, à une chute moyenne de plus de 20% du pouvoir d'achat des Argentins en 2024 (Indec, mars 2024 : [https://www.indec.gov.ar/uploads/informesdeprensa/ipc\\_04\\_24D278E3E48E.pdf](https://www.indec.gov.ar/uploads/informesdeprensa/ipc_04_24D278E3E48E.pdf)). Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'inflation pourrait se stabiliser à 250% cette année (« Inflation en Argentine : l'OCDE remonte sa prévision à... 250% en 2024 », *La Tribune*, 5 février 2024).

<sup>17</sup> Selon les mots de Javier Milei utilisés lors de son discours du 1<sup>er</sup> mars 2024 devant le Congrès.

nouvel emploi passe de trois à huit mois et les indemnités de licenciement sont réduites), restreint le droit de grève, renforce les possibilités d'acquisition de propriétés foncières pour les investisseurs étrangers (lithium).

Le 14 mars 2024, il a été nettement rejeté par le Sénat (42 votes contre, 25 pour, 4 abstentions) et devra être encore discuté par la Chambre. Ce revers législatif fait suite à celui déjà infligé, cette fois-ci par la Chambre des députés, le 6 février 2024, à la troisième initiative présidentielle prise, elle aussi, en décembre 2023. Une semaine après avoir signé son « méga-décret » DNU, Javier Milei présentait en effet, **le 27 décembre 2023, un nouveau projet de dérégulation : la « loi omnibus »**. Celle-ci élargissait les perspectives du DNU, prévoyait la privatisation de 41 entreprises publiques, dont le géant pétrolier YPF et la compagnie aérienne Aerolíneas Argentinas. Ce projet (664 articles) concernait de multiples domaines de la vie des Argentins (fiscalité, retraites, éducation, culture, sécurité, divorce, énergie, répartition des ressources financières entre l'État et les provinces, etc.) et déclarait « *l'état d'urgence en matière économique, financière, fiscale, administrative, de sécurité sociale, tarifaire, sanitaire et sociale jusqu'au 31 décembre 2025* ». Dans ce cadre, il prévoyait la possibilité pour le pouvoir exécutif de gouverner par décret jusqu'à fin 2025.

Le sort de cette « loi omnibus » a été jeté lors des débats de la Chambre des députés. Faute de majorité pour le soutenir, le président a décidé de retirer, le 6 février 2024, ce projet plutôt que d'essayer un nouvel affront parlementaire. Il est aujourd'hui renvoyé en discussion pour réécriture au niveau des commissions parlementaires.

**Les premiers mois de pouvoir de Javier Milei ont donc confirmé, malgré une popularité stabilisée autour de 45/50% de la population selon les enquêtes d'opinion, son incapacité à maîtriser les équilibres politiques fragmentés issus de son élection. Et à dépasser la situation de blocage du système argentin.**

Dans ce contexte, une période de négociation incertaine est désormais engagée entre le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et celui des gouverneurs des provinces. Et ce, sur fond de multiplication et de montée en puissance des mouvements de contestation sociale (syndicats, mouvements féministes et LGBT, mouvements sociaux, organisations des droits de l'homme, etc.). Plusieurs journées de fortes mobilisations ont accompagné les premiers mois de pouvoir du nouveau gouvernement et confirment l'augmentation de la conflictualité sociale en Argentine.

Fort de ce qu'il assimile à de premiers succès macro-économiques (excédent budgétaire dégagé pour les deux premiers mois de l'année 2024 pour la première fois depuis douze ans, hausse des réserves en dollars détenues par la Banque centrale<sup>18</sup>), le président a annoncé, le 1<sup>er</sup> mars 2024 devant le Congrès, sa nouvelle stratégie pour contourner ses difficultés : ouvrir un cycle de dialogue et de négociation de trois mois avec les gouverneurs du pays (après les avoir

<sup>18</sup> Toutefois, le faible niveau de ces réserves disponibles éloigne la perspective d'une dollarisation à court terme de l'économie argentine qui n'est plus affichée comme une priorité du gouvernement.

menacés de remettre en cause leurs financements par l'État) en vue d'adopter en commun un « Pacte de mai ». Ce pacte de « *refondation* » de l'Argentine, un « *nouveau contrat social* », doit être signé le 25 mai 2024, jour de la fête nationale.

Ce pacte contient dix points non négociables<sup>19</sup> et une condition pour sa mise en œuvre : l'adoption de la loi « omnibus » ... retirée de la Chambre des députés. Parmi ces points, qui reprennent en les radicalisant dans une perspective « rupturiste » les convictions ultralibérales du nouveau président, « l'inviolabilité de la propriété privée », « l'équilibre fiscal [déficit zéro] non négociable », « la réduction de la dépense publique à des niveaux historiques, autour de 25% du PIB », une réforme du droit du travail, des retraites, du système fiscal, « l'ouverture au commerce international ». Ce texte ouvre deux terrains de négociation avec les gouverneurs (dont l'influence est déterminante sur les votes des députés de leurs provinces en prévision des futurs débats législatifs). Il évoque une discussion sur le système de « co-participation fédérale » qui organise une partie du financement des provinces grâce à la redistribution des ressources fiscales centralisées par l'État et propose également que ces autorités régionales puissent accroître leurs possibilités d'exploitation des ressources naturelles nationales.

Dans son discours devant le Congrès, Javier Milei a évoqué d'autres sujets clés : l'annonce de la fin du financement public des partis politiques et la limitation des mandats pour les autorités syndicales par exemple.

**L'issue de cette nouvelle séquence, tandis que le péronisme a amorcé sa réorganisation interne depuis la tenue de son Congrès national de refondation (22 mars 2024), indiquera dans quelle mesure le « mileisme » saura dépasser - ou pas - le blocage politique dans lequel son surgissement a plongé le pays en rompant le clivage politique antérieur « péronisme/centre-droit-droite traditionnelle ».** Elle indiquera, sur fond d'accroissement de la crise socio-économique<sup>20</sup> et de la conflictualité sociale, dans quelle mesure l'Argentine restera gouvernable.

### **Le « mileisme », un « libéral-autoritarisme »**

Dénonciation de la « caste » politique parasitaire qui déroberait les « Argentins de biens » - assimilée dans le contexte national au « kirchnérisme » accusé d'être responsable de tous les maux du pays -, défense acharnée de la propriété et de l'initiative privées, du libéralisme économique intégral et sans entraves, du libre-échange (ce qui le différencie ici du « trumpisme » aux États-Unis) et de la réduction de l'État. Ces éléments constituent les ressorts fondamentaux du « mileisme » originel.

Ce dernier est un produit politique issu de la recombinaison des droites argentines vers une dynamique de radicalisation, confrontées à l'approfondissement de la crise socio-économique et politique non solutionnée que connaît le pays. Mais il est également favorisé par l'incapacité de cette droite traditionnelle à gouverner seule, faute d'adhésion populaire suffisante autour

<sup>19</sup> Lire l'intégralité du texte : <https://www.casariosada.gob.ar/slider-principal/50379-pacto-del-25-de-mayo>

<sup>20</sup> Selon une étude de l'Université catholique argentine (UCA), le niveau de pauvreté a atteint 57,4% de la population en février 2024 suite aux mesures d'austérité prises par le gouvernement. Ce niveau est le plus élevé depuis vingt ans.

d'elle après des années d'alternance politique. Ces conditions ont ouvert un espace à la candidature d'extrême-droite de Javier Milei.

Libertarien et ultralibéral sur le plan économique, le « mileisme » combine libéralisme et conservatisme sur le plan des valeurs et des questions culturelles et de société. **Cette stratégie, fondée sur une alliance recherchée entre ses propres forces et celles conservatrices plus larges de la société, pose les bases de la conquête des classes populaires par le « mileisme ».** Pro libéralisation du secteur des armes ou favorable à la vente d'organes (au nom de la liberté individuelle, de la défense des droits de la propriété et d'un discours sécuritaire central dans son projet), Javier Milei s'oppose au droit à l'avortement (au nom du droit à la vie), relègue les politiques de lutttes contre les discriminations de genre et le racisme, soutient « la famille traditionnelle » à travers son alliance avec Victoria Villarruel (fervente catholique et militante « pro-vie », proche des milieux de l'extrême-droite internationale) et vilipende d'une manière plus générale le « marxisme culturel » dans lequel il mêle questions de genre, droits des minorités sexuelles, mariage pour tous, etc. Et ce, malgré ses positions personnelles (célibataire, favorable au couple libre). Il s'engage enfin pleinement dans une stratégie de réduction des droits syndicaux et de répression de la contestation sociale en mobilisant un discours de confrontation assumé.

**Sur le plan intérieur, le « mileisme » constitue ainsi une offre politique « libéral-autoritaire » qui correspond à une recomposition et une radicalisation des droites politiques et sociales.** Remettant en cause l'existence même de l'État au profit d'une société idéale organisée autour du marché, du secteur et de l'initiative privées, **il se positionne comme une expérience et un pouvoir « rupturistes » capable d'assumer une confrontation directe avec ses opposants à tous les niveaux de la société** (État, partis politiques, corps intermédiaires, organisations sociales, mouvements populaires, acteurs organisés de la société civile, intellectuels critiques, etc.). **De ce point de vue, ce « libéral-autoritarisme » constitue un projet de possible et progressive remise en cause de l'État de droit au nom de l'accomplissement de son dessein de transformation économique, sociale et politique et apparaît comme l'instrument d'un contrôle (le cas échéant répressif) du corps social en période de crise systémique aigüe et non résolue de la société.**

### **3 - UN RÉALIGNEMENT « OCCIDENTALISTE »**

**En matière de politique étrangère, le nouveau gouvernement argentin ouvre un nouveau chapitre national.** S'il conserve, comme ses prédécesseurs<sup>21</sup>, la revendication de la souveraineté de l'Argentine sur les îles malouines (*Falkland Islands* en anglais), il engage un réalignement assumé du pays dans un axe atlantiste et « occidentaliste » (en défense des valeurs proclamées et des intérêts des puissances occidentales). Il s'agit ici de s'inscrire dans une diplomatie

<sup>21</sup> La Constitution argentine revendique la « *légitime et imprescriptible souveraineté* [de la nation] sur les îles Malouines, Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud et les espaces maritimes et insulaires correspondants, comme faisant partie intégrante du territoire national » (<https://www.congreso.gob.ar/constitucionDispTransitorias.php>).

promouvant les valeurs et l'hégémonie traditionnelles des nations membres de la « famille » occidentale.

Favorable dans cette optique à une alliance privilégiée avec les États-Unis et Israël (premier pays visité officiellement par le nouveau président en février 2024 à qui il a apporté son plein soutien dans sa guerre contre le Hamas en Palestine et promis le déménagement de l'ambassade argentine à Jérusalem), Javier Milei a, depuis sa campagne électorale, pris ses distances avec son voisin brésilien et la Chine, pourtant les deux premiers partenaires commerciaux de l'Argentine. Les deux pays sont qualifiés de « communistes » par le nouveau locataire de la Casa Rosada qui se définit, notamment en matière de relations internationales, comme « anticommuniste » militant. Ici, le « communisme » est associé à la gauche en général, au « marxisme culturel », également diffusé au sein des institutions internationales, aux États dirigés par des partis uniques ou forts - la Chine ou la Russie en premier lieu. Durant sa campagne, Javier Milei a plusieurs fois prévenu qu'il ne souhaitait pas négocier ou privilégier de relations avec la Chine.

Tardivement invité à l'investiture du 10 décembre 2023, et après l'ancien président Jair Bolsonaro, le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva ne s'est pas rendu à Buenos Aires, contrairement à son ancien rival présent aux côtés (notamment) des présidents Luis Lacalle Pou (Uruguay, droite), Santiago Peña (Paraguay, droite), Daniel Noboa (Équateur, droite), Gabriel Boric (Chili, gauche), du vice-président du Honduras Renato Florentino Pineda (gauche), de Viktor Orban (Hongrie), de Volodymyr Zelensky (Ukraine), de Santiago Abascal (Espagne, président du parti d'extrême-droite Vox).

**Pour l'Amérique du Sud, l'élection de Javier Milei constitue un frein aux tentatives de relance active de l'intégration régionale impulsées par le Brésil de Lula depuis sa réélection en 2023.**

L'« alliance stratégique » scellée par ce dernier dès janvier 2023 avec l'ancien gouvernement d'Alberto Fernandez visait à reconstruire un axe argento-brésilien capable, après le mandat de Jair Bolsonaro au Brésil, de constituer le moteur d'une relance de dynamiques politiques, économiques et géopolitiques sud-américaines (infrastructures, intégration énergétique, Union des nations sud-américaines, etc.). Le refroidissement et la dégradation des relations entre les deux puissances sud-américaines (malgré le plein maintien de leurs relations commerciales) remettent en cause l'ensemble de ces perspectives et poussent le Brésil à mettre la priorité de sa politique étrangère sur l'espace international et multilatéral (BRICS, G20, relations bilatérales) plutôt que de s'investir outre mesure dans son espace régional direct dans un contexte où l'Argentine passe à droite, aux côtés de plusieurs autres pays.

Le nouveau gouvernement argentin multiplie également les prises de position hostiles contre ceux de gauche dans la région dans une dynamique de confrontation idéologique croissante en les attaquant sur leur système politique ou le parcours personnel de leurs dirigeants (**Colombie, Cuba, Mexique, Venezuela**).

Il a également confirmé son refus d'intégrer les BRICS + (l'intégration du pays avait été négociée avec le gouvernement d'Alberto Fernandez), marquant une nouvelle fois sa prise de distance avec ses principaux partenaires économiques, commerciaux et financiers (Brésil et Chine). Mais aussi avec une stratégie de rapprochements Sud/Sud au profit de la relance de sa demande d'adhésion au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le club des pays riches, et de l'insertion de l'Argentine au sein du commerce international et d'un système d'alliances économiques privilégiées avec les États-Unis et les pays libéraux.

Sur les dossiers internationaux, outre sa position de soutien inconditionnel au gouvernement israélien de Benyamin Netanyahu (à l'inverse, une nouvelle fois, de son homologue brésilien), Javier Milei s'engage en faveur de l'**Ukraine** contre la **Russie** et souhaite convertir l'Argentine en premier soutien latino-américain de Kiev. Présent lors de l'investiture de Javier Milei, Volodymyr Zelensky a reçu du nouveau président argentin l'assurance de l'organisation en 2024, à Buenos Aires, d'une conférence internationale de solidarité avec l'Ukraine afin de renforcer sa promotion et ses intérêts en Amérique latine. Le nouveau président argentin a également confirmé son souhait de visiter le pays en juin 2024 dans le cadre d'un voyage international qui pourrait le mener en **Allemagne**, en **Espagne** et en **France** avant de rejoindre, en tant qu'invité pressenti, la réunion du G7 en **Italie** (13-15 juin 2024)<sup>22</sup>. **Cette position nouvelle d'un pays sud-américain de poids, également membre dudit « Sud global », constitue un point d'appui et un motif de rapprochement politique et diplomatique avec les autorités de Buenos Aires pour de nombreux pays européens (dont notamment la France) et les États-Unis (au-delà des questions économiques : ressources naturelles, lithium, etc.).** Et ce, dans une région où, jusqu'à présent, la grande majorité des pays a condamné l'agression russe de l'Ukraine, mais s'est majoritairement refusée d'appliquer ou de soutenir des sanctions contre Moscou. Ou à fournir des armes et des munitions à Kiev malgré les demandes occidentales, au profit d'engagements favorables à une solution politique à la guerre et à des négociations entre Kiev et Moscou dans cette perspective.

Rivalité systémique Chine/États-Unis, Ukraine, Proche-Orient, priorités multilatérales, attachement aux « valeurs occidentales ». La nouvelle diplomatie argentine, conduite par l'économiste libérale Diana Mondino (ancienne directrice Amérique latine de l'agence de notation états-unienne Standard & Poor's), a choisi un camp. Buenos Aires s'inscrit désormais dans celui de la « *tradition occidentale* » (Javier Milei).

C'est dans cette perspective que le nouveau président argentin a dévoilé, le 5 avril 2024 dans la ville d'Ushuaïa (Terre de Feu), en présence de la générale Laura Richardson, commandant de l'US Southern Command (commandement sud de l'armée des États-Unis), les grandes lignes de la « *nouvelle doctrine de politique extérieure* » du pays. Annonçant le prochain lancement d'un projet de « *base navale intégrée* » conjointe entre Washington et Buenos Aires dans la Terre de Feu, Javier Milei a détaillé les contours de cette nouvelle doctrine. Il s'agit pour l'Argentine de

<sup>22</sup> Sur le sujet et les autres voyages envisagés par Javier Milei aux États-Unis et en Autriche, lire « De Estados Unidos a Ucrania, pasando por España, Francia y Alemania, y una posible invitación al G-7: la agenda internacional de Javier Milei », *La Nación*, 5 mars 2024, <https://www.lanacion.com.ar/politica/de-estados-unidos-a-ucrania-pasando-por-espana-francia-y-alemania-y-una-posible-invitation-al-g-7-la-nid05032024/>

« renforcer (...) l'alliance stratégique avec les États-Unis et tous les pays du monde qui défendent la cause de la liberté » de sorte qu'« aucun citoyen du monde ne soit plus jamais soumis à l'arbitraire des dictateurs, des autocraties, des fanatiques religieux ou du communisme ». Sans jamais la nommer, la Chine était visée<sup>23</sup> (et secondairement la Russie). Appelant de ses vœux le développement d'une « relation spéciale » entre l'Argentine et les États-Unis et définissant la « tradition occidentale » autour des valeurs de « liberté, de défense de la vie et de propriété privée », Javier Milei s'est inquiété que « l'Occident, tel que nous le connaissons, est en danger, en partie s'il tourne le dos à ces idées ». Pour lui, « les alliances [stratégiques] doivent être ancrées dans une vision commune du monde et ne doivent pas se soumettre à ceux qui attaquent les valeurs occidentales »<sup>24</sup>. Et d'ajouter que la nouvelle doctrine de politique extérieure de son pays « inaugure une nouvelle époque des relations de l'Argentine avec le monde ». « Notre alliance avec les États-Unis est une déclaration (...) pour le monde », a-t-il conclu<sup>25</sup>.

Dans la foulée de ce discours, le ministre de la Défense Luis Petri a officiellement remis (18 avril 2024) au secrétaire général délégué de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Mircea Geoană, une lettre de candidature de l'Argentine pour rejoindre l'Alliance en tant que « partenaire global ». En Amérique latine, seule la Colombie dispose depuis 2017 de ce statut qui permet d'approfondir la coopération et les partenariats avec l'OTAN (formation, entraînement, collaborations sur des thèmes de sécurité transversaux - cybersécurité, lutte contre le terrorisme, etc.-, accès aux programmes d'armement, partage d'informations, etc.).

## CONCLUSION

La nette victoire électorale finale de Javier Milei lors de l'élection présidentielle argentine constitue une nouvelle étape de la vie politique du pays. Elle met fin au pouvoir péroniste et au clivage traditionnel opposant, depuis le début des années 2000, ce mouvement historique à la droite traditionnelle du pays incarnée par l'ancien président Mauricio Macri (et Patricia Bullrich, désormais membre du gouvernement de Javier Milei). Mais cette situation s'accompagne d'un paradoxe. Le nouveau pouvoir argentin ne dispose d'aucune majorité politique propre, ni d'une majorité sociale dans le pays pour mener à bien son projet radical et « rupturiste » « libéral-autoritaire ». Au contraire, le gouvernement fait face à une montée de la conflictualité sociale tandis qu'il a subi plusieurs revers politiques et législatifs depuis son entrée en fonction.

L'Argentine est entrée dans une période d'incertitude politique sur fond d'aggravation de sa crise socio-économique et de plongeon du niveau de vie de sa population. Dans ces conditions, le

<sup>23</sup> Pour Washington, qui s'inquiète de la présence croissante de la Chine dans l'Atlantique Sud et l'Antarctique (pêche illégale, bases scientifiques), son « rival systémique » cherche à utiliser sa présence civile dans la région (commerce, infrastructures, sciences et technologie) à des fins de captation des ressources, ainsi que sécuritaires et potentiellement militaires, constituant une menace pour la sécurité régionale.

<sup>24</sup> Lire l'intégralité du discours présidentiel d'Ushuaïa : <https://www.casarosada.gob.ar/informacion/discursos/50426-palabras-del-presidente-de-la-nacion-javier-milei-junto-a-laura-richardson-en-ushuaia>

<sup>25</sup> « Javier Milei anunció ante la general Richardson una nueva doctrina de política exterior: "Nuestra alianza con los EEUU es una declaración de la Argentina para el mundo" », *Infobae*, 5 avril 2024, <https://www.infobae.com/politica/2024/04/05/javier-milei-participara-junto-a-la-general-laura-richardson-del-acto-de-entrega-del-avion-hercules-que-dono-estados-unidos/>

« mileisme » saura-t-il trouver les points d'appuis nécessaires à sa stabilité au pouvoir dans les mois à venir, notamment auprès des puissants gouverneurs du pays et des milieux économiques et financiers ? Poursuivra-t-il sa marche « rupturiste » coûte que coûte (au prix de possibles affrontements avec ses adversaires politiques ou sociaux) ou modèrera-t-il son projet face à leur mobilisation ? Dans ce contexte, le mouvement péroniste s'engagera-t-il dans une opposition politique et sociale frontale contre le nouveau locataire de la Casa Rosada ? La droite traditionnelle, alliée déterminante du nouveau président, lui restera-t-elle entièrement fidèle ou se divisera-t-elle sur la stratégie à tenir vis-à-vis de lui et de ses actions en fonction de l'évolution de la situation générale ?

**Une partie des questions posées au « mileisme » en matière de stabilité à court et moyen termes trouvera également sa réponse en dehors du pays, notamment aux États-Unis, au FMI et en Chine.** En effet, le nouveau président argentin affirme le choix d'une alliance stratégique claire avec Washington. Il a exprimé son souhait d'une victoire de Donald Trump lors des prochaines élections du 4 novembre 2024, au grand dam de l'administration démocrate actuelle pourtant favorable à un rapprochement avec Buenos Aires. L'élection états-unienne aura un impact déterminant pour l'avenir de l'Argentine, notamment sur le plus délicat de ses dossiers : sa dette colossale contractée auprès du FMI. En cas de victoire de Joe Biden (averti des préférences de Javier Milei) ou de Donald Trump, quelle sera l'attitude de Washington avec l'allié argentin déclaré et volontaire (position critique de la Chine, pro Ukraine, etc.) ? Dans l'immédiat, le FMI, où l'influence de Washington est déterminante, s'est déclaré plusieurs fois satisfait des réformes entreprises par le nouveau gouvernement argentin qu'il soutient. Il a consenti au versement de nouvelles tranches du prêt en l'échange des engagements de Buenos Aires en matière d'objectif d'excédent budgétaire et du maintien de son cap économique et social pour le pays.

**Mais c'est de la Chine que pourraient également provenir de nouveaux nuages pour Javier Milei.** Le nouveau positionnement de Buenos Aires a déjà porté Pékin à suspendre un apport de 6,5 milliards de dollars négocié entre les deux pays dans le cadre d'une extension d'un accord d'échange de devises yuan-peso (dit de « swap »), en partie destiné au remboursement du prêt du FMI. Cet accord avait été négocié par l'ancien candidat malheureux de l'élection argentine Sergio Massa, lorsque ce dernier était encore ministre de l'Économie du gouvernement d'Alberto Fernandez.

Cette situation a poussé Javier Milei à écrire au président Xi Jinping dès le mois de décembre 2023 pour l'assurer de ses meilleures intentions et lui demander de maintenir ce dispositif nécessaire pour l'Argentine. Pékin n'est pourtant pas revenue sur sa décision et serait même en position d'exiger du gouvernement de Buenos Aires le remboursement de prêts antérieurs concédés au pays.

© IRIS - Tous droits réservés

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale. L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, l'organisation d'évènements et la formation.



[www.iris-france.org](http://www.iris-france.org)

Twitter : @InstitutIRIS - Facebook : InstitutIRIS - Instagram : institut\_iris  
2 bis rue Mercœur - 75011 PARIS / France - Tél : + 33 (0) 1 53 27 60 60

## Pour un monde en commun

L'Agence française de développement (AFD) met en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, ses travaux et publications de recherche (Éditions AFD), de formation sur le développement durable (Campus AFD) et de sensibilisation en France, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



[www.afd.fr](http://www.afd.fr)

Twitter : @AFD\_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd\_france  
5, rue Roland-Barthes -75598 Paris cedex 12 -France - Tél. : +33 1 53 44 31 31